

## Secteur agricole béninois

### BEAUCOUP D'AMBITIONS, PEU D'INVESTISSEMENTS

*Le cadre institutionnel béninois regorge de très bons programmes pour faire du Bénin une vraie puissance agricole dans la sous-région ouest-africaine. Mais les discours tenus çà et là ne sont pas souvent accompagnés d'investissements structurants. Dans le budget de l'État, le financement agricole se taille la portion congrue.*

Par Gnona AFANGBEDJI

Mécanisation tous azimuts, distribution gratuite de semences, subventions des engrais... On a souvent l'impression que le gouvernement, ces dernières années, met le paquet dans le financement de l'agriculture au Bénin. Mais les chiffres semblent nous prouver le contraire. Bien que le secteur représente plus de 35% du produit intérieur brut, les investissements publics dans l'agriculture laissent toujours à désirer. En moyenne, les dépenses budgétaires tournent autour de 6,3% sur un total d'investissements publics de 17,1%. On est encore très loin des promesses du sommet de Maputo en 2003, au cours duquel les chefs d'Etat africains ont pris l'engagement de consacrer au moins 10% de leur budget annuel au financement du secteur agricole.

Lorsqu'on analyse l'évolution du secteur, ces cinq dernières années, on note une diminution constante (en valeur relative) de la part du budget allouée à ce secteur névralgique de l'économie nationale. Le pic du crédit agricole remonte à l'année 1993 où 12 % du budget général de l'État avaient été orientés vers le secteur agricole. « Même si les investissements ont augmenté en valeur absolue depuis 1995, ils ne semblent pas correspondre aux ambitions de la réforme du secteur agricole affichées au sortir de la conférence nationale de février 1990 », apprécie Martin Houndonougbo, chef service Programmation et Planification au ministère en charge de l'Agriculture.

#### Prime au social

Plus surprenantes sont encore les données de ces trois dernières années où le contexte de la crise alimentaire devrait normalement militer en faveur de l'accroissement des dépenses dans le secteur agricole. Le gouvernement a clairement affiché son ambition de faire du Bénin une puissance agricole à l'horizon 2020. Mais cette ambition est loin de se traduire dans les faits lorsqu'on interroge les budgets successifs. De 6,42% en 2007 aux temps forts de la crise, le budget agricole est retombé à moins de 5% en 2010. Martin Houndonougbo explique les raisons : « On peut estimer que la faiblesse des investissements est en partie due, comme dans tous les autres secteurs productifs, à la part importante que représentaient les paiements des différents arriérés salariaux et autres dettes que l'Etat s'était engagé à payer progressivement pour motiver les travailleurs, assurer la stabilité politique, accroître l'efficacité des administrations et limiter les mouvements de grève ». En clair, les préoccupations sociales ont souvent pris le pas sur les besoins d'investissements y compris dans le secteur agricole. Or, faire du Bénin une puissance agricole nécessite des investissements colossaux, notamment sur le plan de la maîtrise de l'eau, l'un des maillons faibles de notre système de production agricole. Mieux, des études ont montré que le Bénin devra consacrer de façon soutenue au moins 9% de son budget au secteur agricole s'il tient à réaliser l'objectif 1 des OMD, à savoir réduire de moitié le taux de pauvreté à l'horizon 2015. On est encore très loin du compte.

Pis, alors que le niveau de financement est faible, le Bénin s'illustre de plus en plus dans le faible taux de consommation de crédit. On estime à environ 68,92%, le taux annuel de consommation des dépenses d'investissement. « Il y a un grand décalage entre le taux de consommation de crédits d'investissements et la réalité des projets sur le terrain. Ce sont les dépenses de fonctionnement des programmes qui gonflent le taux de consommation », nuance un entrepreneur du génie rural qui a requis l'anonymat.

### Quid du secteur privé?

L'investissement privé dans le secteur agricole est assez marginal. Très peu d'opérateurs économiques sont excités par le challenge des investissements structurants dans le secteur. Les grands exploitants agricoles au Bénin se comptent du bout des doigts. Bio Goura Soulé, économiste, explique le peu d'intérêt des hommes d'affaires à la chose agricole par l'incertitude et le risque élevé de l'investissement. « Il faut attendre des années pour amortir un investissement dans l'agriculture, avec tous les risques liés à l'environnement et au climat. Un opérateur économique veut gagner rapidement de l'argent », précise-t-il. Ceux qui ont aujourd'hui pion sur rue dans le secteur sont généralement en quête de matières premières pour renforcer leur tissu industriel. C'est le cas de Fludor-Bénin qui investit dans la culture de soja, à travers une démarche de promotion des chaînes de valeurs.

L'analyse de l'environnement de l'investissement privé dans l'agriculture révèle d'abord l'inexistence d'une banque exclusivement dédiée à cette activité. La nature du tissu bancaire national, essentiellement composé de banques commerciales, n'est pas adaptée aux besoins du secteur. Les financements mis en place par les banques sont plus destinés aux activités d'aval de l'égrenage du coton, à savoir l'importation et la distribution d'intrants et, de façon limitée, à la mise en place de fermes avicoles modernes. « Les banques classiques sont directement impliquées dans la filière coton en offrant des lignes de crédits aux sociétés d'égrenage et aux importateurs d'intrants. Par contre, la participation directe des banques au financement de l'agriculture familiale qui représente la quasi-totalité de la production agricole est insignifiante, voire nulle, constate Martin Houndonougbo. Du coup, les agriculteurs sont souvent obligés de se replier sur les institutions de micro-finance. La contribution des IMF au secteur agricole oscille entre 4 et 6 milliards de francs CFA par an, selon une enquête de la BCEAO réalisée en 2000. Ce financement concerne surtout de petits producteurs.

*Paru dans La Nation du 24/08/2010*